

Communiqué de presse**Le gouvernement fédéral sacrifie la crédibilité de l'Allemagne**

(Traduit)

Après la lecture de l'invitation déposée contre "Israël" pour génocide devant la Cour internationale de justice de La Haye, le jeudi 11/01/2024, le gouvernement allemand a annoncé par l'intermédiaire de son service de presse que "ces accusations sont sans fondement et ne reposent sur aucune base". En outre, le gouvernement a l'intention d'intervenir en tant que tierce partie dans le procès et de prendre la défense de l'entité juive. Avec cette approche, le gouvernement fédéral discrédite complètement l'Allemagne et révèle toute la signification du soi-disant intérêt national allemand. Après avoir obligé son peuple à "sacrifier sa vie pour protéger la sécurité 'd'Israël'", il entend maintenant sacrifier les institutions de l'ordre mondial sur les monuments du sionisme.

Depuis la fondation de l'entité juive, les principaux sionistes ont déclaré que le massacre et l'expulsion systématiques de la population du pays faisaient partie des principes établis de leur État. Le premier Premier ministre de l'entité sioniste, David Ben-Gurion, a parlé franchement d'"occupation, de destruction et de déplacement" et a demandé que "les personnes déplacées ne soient jamais autorisées à revenir". Il a poursuivi en déclarant : "Les vieux mourront et les jeunes oublieront." Dans les décennies qui ont suivi, tous les gouvernements de l'entité ont appliqué ce principe. Rafael Eitan, chef d'état-major de l'armée sioniste, a déclaré en 1983 : "Nous déclarons ouvertement que les Arabes n'ont pas le droit de s'installer sur ne serait-ce qu'un centimètre d'Eretz 'Israël'... La force est tout ce qu'ils savent ou sauront jamais comprendre. Nous utiliserons la force ultime jusqu'à ce que les Palestiniens viennent à nous à quatre pattes".

La déclaration de guerre du gouvernement Netanyahu le 7 octobre 2023 s'inscrit pleinement dans cette politique d'extermination et représente à ce jour le point culminant de l'histoire sanglante "d'Israël". Des dizaines de milliers de Palestiniens ont été tués ces derniers mois, dont une majorité de femmes et d'enfants, et 80 % de la bande de Gaza a été complètement détruite. Près de deux millions de personnes ont été déplacées en raison des attaques généralisées, et plus d'un million de personnes sont menacées de famine en raison du blocus systématique. Les organisations de défense des droits de l'Homme Oxfam et Human Rights Watch ont prouvé que les sionistes "utilisent la faim comme une arme de guerre". En outre, selon les experts de l'agence de recherche Forensic Architecture, l'armée "israélienne" mène une campagne systématique contre l'infrastructure médicale de Gaza et, selon l'ONG Committee for the Protection of Journalists (CPJ), elle "tue de manière ciblée les journalistes et leurs familles".

Toutes ces actions visent à causer le plus de pertes humaines possible et à exterminer les musulmans de Gaza. Tout cela est parfaitement cohérent avec les déclarations du gouvernement Netanyahu lui-même. Alors que le premier ministre de l'entité sioniste a révélé ses intentions génocidaires en évoquant l'extermination de la tribu d'Amalek dans

l'Ancien Testament, le président de l'entité, Isaac Herzog, a déclaré qu'il n'y avait pas d'innocents dans la lutte contre Gaza : "C'est toute une nation qui est responsable. Cette rhétorique selon laquelle les civils ne sont pas au courant, ne sont pas impliqués, n'est absolument pas vraie. [...] et nous nous battons jusqu'à ce que nous leur brisions la colonne vertébrale." Même l'ambassadeur de l'entité sioniste à Berlin, Ron Prosor, a déclaré publiquement qu'"il est erroné de faire la distinction entre les civils et le Hamas".

Ces déclarations de la bouche des sionistes exposent le gouvernement allemand et révèlent que sa déclaration susmentionnée a atteint le summum de la bassesse et du mépris ! Au lieu de considérer l'existence d'un soupçon préliminaire de génocide - ce qui est la norme dans les systèmes juridiques modernes - le gouvernement fédéral déclare à l'avance l'innocence de l'accusé, en disant : "Toutefois, le gouvernement allemand rejette résolument et expressément l'accusation de génocide portée contre Israël devant la Cour internationale de justice... L'accusation ne repose sur aucun fondement." En faisant référence à son histoire nazie, le gouvernement allemand tente de contenir la Convention sur le génocide et de l'exploiter à ses propres fins, en la décrivant comme "un outil central [...] pour empêcher absolument la répétition de ce qui s'est passé à l'époque nazie". Cela prouve le motif politique derrière la prise de parti de l'entité sioniste, et révèle le désir de délégitimer même le système international avec ses prétendues règles juridiques. Ainsi, l'Allemagne rejoint l'axe des pays dont le comportement révèle la véritable nature du soi-disant droit international et des institutions internationales, y compris la Cour internationale de justice, qui sont des outils entre les mains des puissances coloniales, qu'elles utilisent en fonction de leurs intérêts !

Hizb ut Tahrir rappelle une fois de plus au gouvernement allemand qu'il doit assumer la responsabilité de ses actes, quel que soit l'arrêt de la Cour internationale de justice. S'il pense que le sang des musulmans n'est rien d'autre qu'une monnaie d'échange dans des procédures judiciaires politiquement motivées, alors il devrait faire ce qui suit : Le prochain Khilafah (califat) démolira complètement le système colonial au Moyen-Orient et demandera des comptes à tous ceux qui sont responsables des meurtres et des déplacements de population ! Adhérer à un intérêt national destructeur qui lie le destin personnel à l'entité sioniste est une erreur historique, une erreur que la Oumma n'oubliera jamais, et peut-être même que le peuple allemand ne pardonnera pas au gouvernement pour cette erreur.

﴿وَقُلْ جَاءَ الْحَقُّ وَزَهَقَ الْبَاطِلُ إِنَّ الْبَاطِلَ كَانَ زَهُوقًا﴾

**“Et dis : "La vérité est venue et le mensonge a disparu. En effet, le mensonge est voué à disparaître.” [Al-Isra:81]**

**Bureau des médias du Hizb ut Tahrir  
dans les pays germanophones**